«LA VACANCE DU POUVOIR EST LA SOURCE DE TOUS LES PROBLÈMES DU PAYS», AFFIRME-T-IL

Ali Benflis accable Bouteflika

C'est par une conférence de presse qu'Ali Benflis a choisi d'entamer sa grande rentrée politique de l'année 2015. «Une forme de communication qui sera privilégiée à l'avenir», nous confie-t-on dans son entourage. Hier, mardi, Benflis faisait une «halte», une sorte de bilan général de la situation politique du pays. Un constat que l'on imagine bien des plus cinglants que dresse l'ancien chef du gouvernement qui ne mâche pas ses mots. Le problème, «c'est la vacance de pouvoir». Tout simplement.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Je vous invite à revisiter, avec moi, mes déclarations répétées et insistantes de ces derniers mois. J'ai déclaré que l'échéance présidentielle n'a pas servi à élire un chef d'Etat mais à reconduire une vacance du pouvoir.

J'ai déclaré aussi, que face à une situation inédite tout ce que comme institutions, comme administrations et comme structures de toutes sortes seront plus occupées à gérer cette vacance du pouvoir qu'à assurer une saine gestion des affaires publiques.

J'ai déclaré, enfin, que cette vacance du pouvoir allait aggraver la crise…». Dès ce préambule de la déclaration liminaire, Ali Benflis donne le ton : plus que tout, la maladie d'Abdelaziz Bouteflika paralyse le pays. «Le pays n'a plus de guide ; il n'a plus de visibilité quant à son devenir», dira encore Benflis. Prenant les représentants des médias à témoin, il poursuivra : «Vous relevez, chaque jour que Dieu fait, l'absence, l'incohérence, les contradictions ou les inopportunités des décisions prises par nos gouvernants (…) L'explication que vous cherchez à tous ces dysfonctionnements n'est nulle part ailleurs que dans cette vacance du pouvoir qui a fait perdre à l'Etat sa première source d'inspiration, de direction et de décision.»

Une situation qui impacte sur tout le reste, assénera-t-il encore. «Les effets ravageurs de cette vacance du pouvoir vont au-delà du sommet de l'Etat. Ils s'étendent au gouvernement qui, ne se réunissant quasiment plus et n'étant plus dirigé et instruit, voit ses performances se situer en deçà des exigences de la simple gestion des affaires courantes.»

L'ancien chef du gouvernement, candidat aux présidentielles de 2004 puis de 2014 et qui constitue le cauchemar du cercle présidentiel, épinglera prioritairement Bouteflika, l'homme qui accapare et monopolise tous les pouvoirs : «Lorsqu'un pouvoir personnel fait primer le souci de sa durée sur toute autre considération (...) l'aboutissement d'une telle logique ne peut être qu'un Etat fragilisé, une nation menacée dans sa cohésion et une société dévitalisée.»

Ali Benflis.

Photo : D. R.

Ce disant, Benflis tournera en dérision le «projet de la révision de la constitution», qu'il qualifiera de « véritable fable». Bien sûr, il décline net l'invitation lancée par Bouteflika, le 30 décembre dernier. «Qu'y a-t-il de changé pour que l'opposition reconsidère sa position ?» s'interroge l'un des principaux dirigeants de l'opposition.

Pour Benflis, «ce n'est pas la Constitution qui est au cœur de l'impasse politique actuelle mais bien un pouvoir personnel devenu incapable d'assumer toutes les prérogatives constitutionnelles qu'il a monopolisées et un régime politique non démocratique qui a fait son temps et auquel il faut mettre un terme pour le bien de notre peuple et dans l'intérêt de notre peuple». Bouteflika et son régime, poursuivra Benflis, sont disqualifiés «moralement, politiquement et juridiquement et n'ont donc ni vocation, ni capacité ni mandat à faire de la loi suprême de la République ce dont bon leur semble». Il rappellera ensuite comme exemple du non-respect des lois déjà existantes, les entraves dressées par l'administration pour l'empêcher de constituer son nouveau parti politique. Au plan de la gestion des affaires publiques, Ali Benflis s'en prendra également au vitriol à un régime et un gouvernement qui, répétera-t-il à plusieurs reprises, n'ont ni prévu ni su faire face à des crises comme les contestations sociales au Sud, ni les chutes brutales des prix du pétrole. Pour Benflis, il ne faut pas se faire d'illusions : «Ce régime est obsolète et il est finissant.» Bref, il ne peut proposer des solutions puisque le problème, c'est justement lui ! Ce qui l'amène à préconiser sa propre solution : «Le retour à la légitimité.

Et cela à travers des élections démocratiques organisées par une instance indépendante comme partout ailleurs, à commencer par nos voisins.» A la fin, Benflis n'a pas manqué «d'appeler ce régime à la sagesse» en acceptant une telle solution.

K. A.

SITUATION DANS LE SUD DU PAYS

Le FLN interpelle le Président

Le FLN prend à bras-le-corps le dossier du sud du pays avec une session de son bureau politique exclusivement dédiée à cette problématique qui sous-entend bien des questionnements.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - Au parti majoritaire qui a de tout temps ou presque servi de façade politique aux tenants du pouvoir, on découvre, 52 ans après le recouvrement par le pays de son indépendance nationale, que le sud, ce cœur battant de la patrie d'où tout le peuple algérien tire sa «nourriture», a été marginalisé.

«Toutes les écoles de formation, que ce soit celles des cadres, des enseignants, des policiers, des gendarmes ont été concentrées à Alger et certaines villes du nord du pays», soutenait le secrétaire général du parti, hier mardi à l'ouverture de cette réunion organique.

Et à Amar Saâdani qui fait cette «découverte» en tant que «fils» de cette région du sud et en tant que patron du parti détenant la majorité dans toutes les assemblées élues (APN, APW et APC), de faire part, d'une initiative politique impliquant l'ensemble de la classe politique. Il s'agira d'aller vers les populations de cette région «oubliée» pour partager avec elles leurs préoccupations et trouver ensemble les solutions.

Ceci non sans s'interroger faussement, bien entendu, sur les motivations réelles de ces manifestations teintées de revendications d'emploi par-ci, de terrains à bâtir par-là et de soucis environnementaux par d'autres localités liés à l'exploitation entamée du gaz de schiste. «Veut-on d'un printemps arabe dans le Sud ? Pourquoi spécialement le Sud ?, lancera Saâdani qui parlera d'une interpellation du président de la République à ce sujet et de la tenue d'une conférence sur le développement dans cette région. Ce Sud qui «intéresse tout le peuple algérien», ajoutera le patron du FLN qui n'omettra pas de s'en remettre à l'histoire avec cette fameuse offre coloniale quant à une indépendance du pays sans, justement, ce Sahara d'apparence ingrat mais qui recèle d'immenses ressources énergétiques et minérales. Au sujet de sa toute récente prédiction liée à un imminent remaniement de l'Exécutif, Saâdani se montrera moins précis, cette fois-ci. Il se contentera de dire que le président de la République s'y attelle actuellement au même titre que sur le projet de révision de la Constitution.

M. K.

GRÈVES DE GHARDAÏA À TAMANRASSET

Le Sud ne décolère pas

La grève s'est poursuivie pour son deuxième jour, hier, à Ghardaïa où les commerçants mozabites ont maintenu les rideaux baissés. Alors qu'à In Salah, la ville demeure entièrement paralysée, à Tamanrasset, plusieurs secteurs, à commencer par les transports, sont depuis lundi soir à l'arrêt.

Colère et débrayage à Ghardaïa, manifestations quasi-quotidiennes à In Salah, et grèves et solidarité à la capitale de l'Ahaggar. Le Sud algérien connaît depuis le début de l'année 2015 une large mobilisation jamais égalée.

Selon le fédéral du FFS, à Ghardaïa, Hammou Mosbah, les commerces du centre-ville de la Vallée du M'zab sont restés fermés hier, deuxième jour de grève. Pour rappel, cette action se veut un geste de protestation des commerçants mozabites contre le décès de trois personnes âgées asphyxiées chez elles par le gaz lacrymogène lors des affrontements entre gendarmes et citoyens.

En réaction aux déclarations des autorités locales qui ont démenti ces faits, Hammou Mosbah explique : «Elles ont raison de parler ainsi, car il n'y a pas eu d'autopsie. Les trois victimes n'ont pas été transportées à l'hôpital. Vu leur âge avancé, nous avons préféré les enterrer sans plus attendre. C'était aussi le souhait de leur famille…».

Notre interlocuteur fait savoir par ailleurs que des 18 Mozabites arrêtés dimanche par la gendarmerie, 6 individus, dont un mineur ont été relâchés tard dans la soirée de lundi, alors qu'un autre souffre d'une maladie chronique selon toujours la même source qui affirme que depuis lundi soir, la ville baigne dans un calme précaire. «Les affrontements ont cessé mais peuvent toujours reprendre d'un moment à l'autre», ajoute-t-il. Par contre, une petite altercation entre Chaâmbis et Mozabites a eu lieu avant-hier à Berriane, plus précisément au niveau du quartier Baba Saâd.

A In Salah, la population occupe toujours la rue pour protester contre l'exploitation du gaz de schiste, selon le sénateur issu de la région, Abbas Bouaâmama. Ce dernier confirme l'information selon laquelle la présidence de la République prévoit l'envoi d'un émissaire sur place pour ouvrir le dialogue avec les notables et délégués des manifestants.

Manifestations à in Salah.

Photo : D. R.

La ville reste totalement gelée de toute activité. A Tamanrasset, la population a décidément emboité le pas, par solidarité. Selon le sénateur RND, plusieurs secteurs sont à l'arrêt. Après la grève générale des transports locaux et inter-wilayas, déclenchée lundi soir, plusieurs autres secteurs, entre commerces et administrations, ont suivi hier, mardi. La protestation contre l'exploitation du gaz de schiste mobilise visiblement plus que jamais.

La population du Sud ne semble pas décolérer jusqu'à cessation du premier forage de schiste de Tidikelt, à In Salah, inauguré en catimini fin décembre 2014, par le ministre de l'Energie.

Mehdi Mehenni